Convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage

Le Grand Port Maritime de Marseille

Etablissement Public de l'Etat, dont le siège est sis 23 place de la Joliette 13002 MARSEILLE, identifié au SIREN sous le numéro 775558489, représenté par Madame Anastasia TOUATI, agissant aux présentes en qualité de Directrice de la Valorisation du Patrimoine et de l'Innovation, dûment habilitée à l'effet des présentes par décision du Directoire en date du [•] 2025 demeurée ci-annexée

Désigné ci-après « Le GPMM »

D'une part,

La Métropole Aix Marseille Provence

La Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, agissant en vertu d'une délibération n° [•] en date du [•] l'autorisant à procéder à la signature des présentes et de tous documents qui en seront la suite ou la conséquence, Désignée ci-après « La Métropole »

D'autre part,

Ensemble dénommées « Les Parties »

PREAMBULE

Le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) prévoit sur une partie de sa circonscription l'implantation de deux projets d'envergure :

- **Distriport 2** : extension de la zone logistique visant à soutenir l'objectif de croissance du trafic conteneurs fixé par l'OAZIP à l'horizon 2040, tout en répondant aux besoins croissants de surfaces logistiques dans la région.
- **Gloria** : extension du terre-plein pour accompagner le dynamisme de la filière import/export de véhicules.

Ces deux projets, géographiquement proches l'un de l'autre, sont situés sur la commune de PortSaint-Louis-du-Rhône.

Pour limiter les nuisances liées au trafic routier généré par ces projets et améliorer le cadre de vie des habitants de Port Saint Louis du Rhône, un programme d'aménagement a été défini afin d'améliorer l'accessibilité des futures zones et la mobilité des usagers dans le secteur, de renforcer la sécurité des axes desservant ces espaces et de favoriser les déplacements des résidents du quartier OLGA. Ce programme prévoit :

- L'amélioration de l'accès en transport collectif et en mobilité douce aux zones logistiques de Distriport 1 et de Gloria ;
- La sécurisation de la voirie desservant le terminal voitures Gloria ;
- La réfection de la voirie desservant le quartier OLGA depuis le carrefour des Tellines.

Ces travaux, réalisés sur la circonscription du GPMM, consistent donc en l'aménagement, l'entretien et la sécurisation de voiries. Ces interventions concernent un ensemble d'ouvrages qui relèvent

simultanément des compétences de la Métropole, en tant qu'autorité organisatrice des mobilités, voirie et infrastructures (article L.5217-2 du CGCT) que de celles du GPMM (article L.5312-2 du Code des transports).

Par conséquent, afin d'optimiser les moyens techniques, financier et humains, les parties ont souhaité recourir aux modalités du transfert de maîtrise d'ouvrage organisées par l'article L. 242212 du code de la commande publique disposant que « *Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L. 2411-1 (...), ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.* »

Ainsi les deux maîtres d'ouvrage public souhaitent réaliser un transfert temporaire et gratuit de maîtrise d'ouvrage au profit de la Métropole afin de faciliter la mise en œuvre des aménagements mentionnés. Cette décision repose sur plusieurs considérations stratégiques. Tout d'abord, la Métropole bénéficie d'une expertise reconnue dans la conception et la gestion des infrastructures de transport, élément prépondérant du programme mentionné. Ainsi ce transfert permettra de garantir la cohérence des tracés avec les différents plans et schémas relevant de la compétence métropolitaine de mobilité. Ensuite les équipements concernés étant complémentaires, la réalisation des travaux, en une opération unique, permet une optimisation des coûts, une optimisation des délais de mise en oeuvre et des contraintes de gestion. Enfin, ce choix devrait permettre de faciliter les démarches administratives en évitant les chevauchements et en tirant profit des liens entre la collectivité territoriale et les services compétents de l'Etat.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les conditions d'organisation techniques et financières du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre le GPMM et la Métropole pour la réalisation des études et des travaux (ci-après « l'Opération ») entrepris sur une partie de la circonscription du GPMM et relevant de la commune de Port Saint Louis du Rhône. L'Opération, décrite ci-après, a pour objectif d'améliorer l'accessibilité des sites industriels Distriport et Gloria, renforcer la sécurité des usagers circulant sur la voie d'accès au terminal Gloria et favoriser l'acceptabilité des futurs nouveaux aménagements auprès des résidents du quartier OLGA.

La présente convention précise également les modalités d'occupation du domaine public du GPMM pour le besoin de réalisation de l'Opération.

Article 2 : Description et calendrier de l'Opération

L'Opération se compose de cinq aménagements.

1. La création d'un arrêt de bus pour les lignes 1 et 2 du réseau ULYSSE desservant la zone Distriport situé sur la route d'accès RP 535A ; voie d'accès au terminal conteneur de SEAYARD.
2. L'aménagement d'une piste cyclable desservant la zone logistique de Disitriport 1 depuis le centre-ville de Port Saint Louis du Rhône. Cette piste cyclable se décompose en deux sousparties :
 - Un tronçon allant du centre-ville jusqu'au giratoire d'accès à la zone Distriport 1 situé sur la RP535 ;
 - Un tronçon desservant la zone logistique Distriport 1 depuis le giratoire longeant l'avenue de Shangaï.

3. L'aménagement d'une piste cyclable desservant le terminal voiture Gloria et le quartier OLGA depuis le centre-ville de Port Saint Louis du Rhône en longeant majoritairement l'avenue Georges Brassens.
4. La mise en sécurité de l'avenue de la Mer comprenant :
 - l'installation de trois dispositifs de réduction de vitesse par mise en place d'ilots centraux en bordure franchissable type i2 et bordure extérieure type GSS5 sur l'avenue de la Mer entre le carrefour du Garrouyas et le terminal Gloria ;
 - l'aménagement de trois intersections de cette même avenue pour en améliorer la lisibilité :
 - i. Le carrefour Méditourbe ;
 - ii. Le carrefour de Gloria ;
 - iii. Le carrefour d'accès Tellines.

Ces aménagements s'accompagnent d'une réflexion de niveau faisabilité sur la mise à disposition de la voirie parallèle à l'avenue de la Mer en tant que voie de délestage en cas d'accident.

5. La reprise de la couche de roulement de la route desservant le quartier OLGA depuis le carrefour des Tellines.

Le descriptif et la répartition de ces travaux en fonction des compétences légales respectives des parties figurent en annexe 1 et le plan d'aménagement est présenté en annexe 2.

Aucuns travaux complémentaires ne pourront être entrepris au titre de la présente convention, que cela soit en complément des cinq aménagements mentionnés dans le présent article, ou de nouveaux aménagements envisagés par la Métropole.

La date prévisionnelle de commencement des travaux est fixée à la date de notification de la convention. Les travaux devraient s'échelonner sur une durée prévisionnelle de 34 mois, soit jusqu'à 31/12/2027.

Article 3 : Désignation et Missions du maître d'ouvrage unique

3.1 La maîtrise d'ouvrage unique de l'Opération est confiée à la Métropole.

3.2 En cette qualité, la Métropole sera seule compétente pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'Opération. En particulier, la Métropole sera exclusivement compétente pour la passation et l'exécution des marchés de travaux en vue de la réalisation de l'Opération. La commission d'appel d'offres de la Métropole sera exclusivement compétente pour attribuer ces marchés.

La Métropole sera compétente, conformément aux règles qui lui sont applicables, notamment pour :

- Lancer toute étude relative à l'ensemble de l'opération (y compris procédures réglementaires et relevés spécifiques),
- Conclure, signer et exécuter les contrats et marchés correspondants nécessaires à la réalisation de l'opération et procéder au paiement des entreprises,
- S'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement de l'ensemble des intervenants
- Obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, notamment les autorisations de voirie pour les parties d'ouvrages relevant de ce domaine et les arrêtés de circulation correspondants,
- Assurer le suivi des travaux,

- Assurer la réception des ouvrages,
- Fournir au GPMM la totalité des DOE et DIUO se rapportant aux travaux et aménagements réalisés,
- Suivre l'année de garantie de parfait achèvement,
- Engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération jusqu'à l'expiration du délai de parfait achèvement
- Et plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La Métropole devra assurer toutes les charges et responsabilités réglementaires dévolues au maître d'ouvrage pour ce type d'opération, notamment en ce qui concerne la sécurité et la prévention en matière de santé.

3.3 Il est entendu que le GPMM devra, préalablement au lancement des consultations, valider par écrit le DCE de l'aménagement concerné.

3.4 D'une manière générale, toute modification d'ordre programmatique sur l'un des aménagements concernés par la présente convention, pouvant conduire à modifier la géométrie des ouvrages ou entraînant une conséquence notable sur le plan financier doit donner lieu à validation écrite préalable du GPMM. Cette clause vise a minima :

1. Toute modification de la géométrie des tracés des pistes cyclables envisagées par la Métropole lors des études techniques.
2. Toute modification de la solution retenue pour la mise en place des dispositifs de ralentisseur sur l'avenue de la Mer ainsi que toute modification quant à leur nombre et leur positionnement.
3. Toute modification de la géométrie des trois carrefours repris dans le cadre du projet d'aménagement de l'avenue de la Mer.

3.5 Il est précisé que les ouvrages réalisés au titre de l'Opération doivent être pleinement interfacés avec les projets du GPMM, notamment le projet Distriport 2 et le projet d'extension du terminal Gloria. La Métropole recueillera notamment les besoins et préconisations du GPMM afin de garantir que les pistes cyclables projetés soient correctement connectés au terminal Gloria et à la future piste cyclable longeant la zone Distriport 2.

En retour, le GPMM s'engage à transmettre tous les éléments de modification dans le cadre des projets qu'il porte afin que la Métropole puisse adapter ses travaux et assurer une coordination optimale avec les infrastructures existantes et projetées.

3.6 En ce qui concerne la sécurité des pistes cyclables par rapport au trafic routier, le GPMM sera consulté par la Métropole pour le choix des solutions techniques retenues pour chacune de ces pistes (barrière de séparation physique, terre-plein central, etc.). La Métropole devra obtenir la validation écrite du GPMM concernant ces choix techniques lors des phases d'études techniques et avant toute finalisation du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Article 4 : Occupation du domaine public du GPMM et autres autorisations administratives requises pour les travaux

Au stade de la rédaction de la présente convention, l'avancée des études de conception ne permettent pas de fixer précisément les emprises d'occupation du domaine public du GPMM requises durant la phase chantier. La Métropole devra donc requérir auprès du GPMM les Autorisations d'Occupation Temporaires (AOT) nécessaires pour l'implantation de ses installations de chantier (base vie, stockage de matériaux, etc.).

La mise à disposition du domaine public du GPMM pour les besoins de la présente convention est consentie à titre gratuit par le GPMM à la Métropole conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du CG3P.

En outre, la Métropole veillera à ce que les entreprises missionnées dans le cadre de l'opération, objet de la présente convention, obtiennent les arrêtés temporaires de police de circulation nécessaires à la réalisation de leurs travaux.

Article 5: Modalités financières

5.1 La maîtrise d'ouvrage de l'Opération est réalisée à titre gratuit par la Métropole.

5.2 Le montant prévisionnel total de l'Opération s'élève à 2 262 000 € HT (frais d'étude, de suivi de travaux, et aléas de 5% sur les travaux compris). Il est convenu entre les Parties que le financement sera entièrement assumé par le GPMM, dans la mesure où les ouvrages réalisés présentent une jouissance commune et contribuent à l'acceptabilité des projets portuaires Distriport 2 et Gloria, à la fluidité du trafic portuaire, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de mobilité pour le personnel de la communauté portuaire et les riverains.

La décomposition du montant prévisionnel suivant les différents aménagements projetés est donnée dans le tableau ci-dessous (k€ HT).

Ouvrage	Taux ingénierie	Travaux	Etudes techniques	Suivi de travaux	Coût
Arrêt de bus proche mat de Ricca	2%	18	0	2	20
Piste cyclable PSL-DISTRIPORT	10%	800	48	32	880
Piste cyclable PSL-GLORIA	10%	400	24	16	440
Sécurisation avenue de la Mer (yc étude de faisabilité voie de délestage)	5%	570	17	11	599
Reprise couche de roulement voirie quartier OLGA	2%	220	0	4	224
TOTAL		2 008	89	65	2 163
	Aléas (5%)	2108	-	-	2 262

Le transfert de maîtrise d'ouvrage se fera à titre gratuit.

La mise à disposition du domaine public du GPMM pour les besoins de la présente convention est consentie à titre gratuit par le GPMM à la Métropole conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du CG3P dans la mesure où les occupations requises sont la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'ouvrages, intéressant les services publics en lien avec la mobilité qui bénéficient gratuitement à tous.

Le montant prévisionnel des travaux et des frais mentionnés dans la présente convention est donné à titre indicatif. Les Parties conviennent de se réunir périodiquement, et au moins une fois tous les trimestres ou dans le cadre des comités de pilotage mentionnés à l'article 7 pour examiner les dépenses engagées par la Métropole ainsi que ses prévisions de dépenses futures afin éventuellement d'ajuster le montant prévisionnel. Toute augmentation du coût total prévisionnel devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention. Les Parties s'engagent à se concerter pour définir les conditions de prise en charge des éventuels surcoûts et à parvenir à un accord préalable et écrit avant toute décision. La Métropole ne devra en aucun cas engager de dépenses excédant le montant prévisionnel sans cet accord préalable

Le paiement des montants dus au titre de la présente convention interviendra (1) en fin de phase d'études puis (2) en fin de travaux, sous réserve de la présentation par la Métropole d'un décompte détaillé. Ce décompte devra inclure l'ensemble des dépenses réelles engagées pour l'exécution des travaux et des études.

Le décompte devra être validé par le GPMM, qui s'assurera de la conformité des montants présentés avec les prévisions et les ajustements décidés en cours de projet. Une fois validé, le montant du paiement sera effectué, dans un délai de 30 jours à compter de la validation du décompte.

Article 6 : Assurances - Responsabilités

La Métropole contractera toutes les assurances nécessaires et rendues obligatoires dans le cadre des travaux, étant précisé que le GPMM sera déclaré par la Métropole comme assuré additionnel. Elle justifiera de la souscription de ces assurances sur simple demande par voie postale ou électronique du GPMM par retour de courrier ou courriel.

La Métropole assumera les responsabilités inhérentes à la qualité de maître de l'ouvrage depuis le début des travaux jusqu'à la remise complète au GPMM des ouvrages réalisés.

A ce titre, La Métropole est réputée gardienne des ouvrages à compter de la réception de ces derniers et jusqu'à leur remise effective au GPMM.

Article 7 : Information du co-contractant et comité de pilotage

7.1 La Métropole tiendra régulièrement informée le GPMM de l'avancée de l'Opération, objet de la présente convention, au travers de comités de pilotage qui se tiendront au moins une fois tous les trimestres, et en tout état de cause dès que le GPMM en exprimera le besoin par courrier électronique. La commune de Port Saint Louis sera associée systématiquement à ces comités de pilotage.

Lors de ces comités la Métropole présentera un état des lieux des dépenses engagées sur les différents aménagements projetés et l'estimation de son nouveau point d'atterrissage financier, comme mentionné à l'article 5.

7.2 Le GPMM peut demander à tout moment à la Métropole la communication de toutes les pièces et contrats concernant la partie de l'Opération.

Article 8 : Réception des travaux

Les modalités de réception partielle ou complète sont fixées par la Métropole en application des marchés de travaux qu'elle aura conclus avec les entrepreneurs.

En amont du prononcé de la réception, le GPMM sera invité à participer aux opérations préalables à la réception des ouvrages afin qu'il puisse formuler toutes observations qu'il estimera utile se rapportant aux ouvrages réalisés et respectant le programme validé.

La Métropole ou son représentant s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations de réception avec ou sans réserve, notamment eu égard aux observations du GPMM.

A l'issue des opérations de réception suivies, le cas échéant, des levées de réserves, la Métropole établira un PV de réception (EXE 6) ainsi qu'un PV de levée de réserves (EXE 9) si besoin.

La réception de l'ouvrage emportera transfert à la Métropole de la garde de l'ouvrage jusqu'à la remise de ces derniers au GPMM.

Article 9 : Remise finale des ouvrages et garde des ouvrages livrés

Les PV de réception et de levée de réserves, le cas échéant, dûment signés seront transmis au GPMM par voie électronique afin de déclencher les opérations de remise des ouvrages et équipements (annexe 1).

Le Dossier d'Ouvrage Exécuté (DOE) et plan de récolement des ouvrages réalisés seront transmis au GPMM dans un délai de 30 jours suivant la transmission du PV de réception et de levée de réserves.

Cette transmission vaudra prise de possession par le GPMM des ouvrages et équipements conformément à l'article 2 et à l'annexe 1, permettant ainsi leur mise en service par le GPMM. A défaut de toute diligence visant à formaliser la remise dans le délai de deux mois à compter de la transmission du PV de réception et du PV de levée de réserves si besoin, le GPMM sera réputé avoir pris possession des ouvrages.

En toute hypothèse, la mise à disposition de l'ouvrage, des équipements et mobiliers au GPMM entraînent le transfert de la garde de l'ouvrage, ainsi que de toutes les responsabilités découlant de cette garde, notamment en termes d'entretien et d'exploitation. Le cas échéant, le GPMM contractualisera ensuite avec la personne publique compétente les conditions de la gestion de chacun des ouvrages et équipements concernés, en fonction de leur affectation respective. En particulier, concernant les pistes cyclables et l'arrêt de bus – qui relèvent explicitement de la compétence mobilité de la Métropole en tant qu'Autorité Organisatrice des Mobilités – les Parties contractualiseront une convention superposition d'affectations ou de transfert de gestion visant à clarifier les rôles et responsabilité de chacun quant à la garde et l'entretien de ces ouvrages.

Lorsque l'ensemble des parties d'ouvrage sera réalisé et les travaux totalement finis et réceptionnés, un courrier recommandé avec accusé de réception de mise à disposition totale des ouvrages sera adressé au GPMM accompagné du bilan financier définitif de l'opération, des documents contractuels, techniques (DOE, etc.) et administratifs nécessaires aux dossiers de recollement des ouvrages.

La Métropole établira et notifiera les décomptes généraux définitifs (DGD) des marchés de travaux.

En cas de contentieux sur un DGD, la Métropole poursuivra sa mission de maîtrise d'ouvrage jusqu'à l'issue de ce contentieux (accord amiable ou jugement définitif), et son règlement.

En revanche, il appartiendra au GPMM de mettre en œuvre, le cas échéant, les actions en garantie qu'elle estimera nécessaire, à l'exception de la garantie de Parfait Achèvement, étant entendu que la Métropole remettra tous les éléments en sa disposition qui seraient nécessaires à leurs actions.

Article 10 : Date d'effet et durée de la convention

Après sa signature par la Métropole et par le GPMM, la présente convention entrera en vigueur à compter de la date de notification de celle-ci par la Métropole et s'achèvera au terme du délai de garantie de parfait achèvement du dernier marché de travaux de l'Opération (soit 12 mois après le terme de celui -ci).

Article 11 : Modification et résiliation de la convention

11.1 Toute modification de la présente convention donnera lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

11.2 La présente convention peut être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- Manquement(s) par le maître d'ouvrage désigné à ses obligations issues de la présente convention ; en ce cas, la lettre recommandée avec accusé de réception vaut mise en demeure ;
- Survenance d'un cas de force majeure empêchant la réalisation des travaux ;
- Pour tout motif d'intérêt général.

En cas de résiliation, il est procédé à un constat contradictoire, le cas échéant, des prestations effectuées et des travaux réalisés par le maître d'ouvrage désigné. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre :

- Les mesures conservatoires à prendre par le maître d'ouvrage désigné pour assurer la conservation et la sécurité des travaux effectués et
- Le délai dans lequel le maître d'ouvrage désigné remet l'ensemble des dossiers au GPMM.

Le GPMM s'engage à rembourser à la Métropole, sur la base d'un relevé de dépenses finales, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. La Métropole s'engage à rembourser au GPMM les sommes éventuellement trop perçues.

Article 12 : Litiges

La loi applicable au présent contrat est la loi française. En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties dans un délai de trois mois à compter de la survenance du litige, compétence expresse est attribuée au tribunal administratif de Marseille, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête. La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

Il est précisé que durant la phase de garantie de parfait achèvement, les reprises et travaux nécessaires seront réalisés et pris en compte dans le cadre des marchés de travaux par la Métropole, y compris tous désordres y référant.

Article 13 : Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celles des parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

La Métropole Aix-Marseille-Provence en son siège :
58 Boulevard Charles Livon - 13007 Marseille

La Grand Port Maritime de Marseille en son siège :
23 place de la Joliette 13002 MARSEILLE

A notification, les parties transmettent, par voie électronique ou à défaut par courrier simple à destination du siège, la fonction, l'identité et l'adresse électronique du ou des interlocuteur(s) opérationnel(s). Tout changement d'interlocuteur devra être signalé dans les mêmes formes sans délai.

La présente convention est établie en 2 (deux) exemplaires originaux.

Fait à Marseille, le

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence	Le Directeur Général du GPM
Martine VASSAL Ou son représentant	Hervé MARTEL Ou son représentant

ANNEXE 1

DESCRIPTIF DES TRAVAUX REALISES PAR LA METROPOLE

Description des travaux

Travaux
La création d'un arrêt de bus pour les lignes 1 et 2 du réseau ULYSSE desservant la zone Distriport situé sur la route d'accès RP 535A ; voie d'accès au terminal conteneur de SEAYARD.
L'aménagement d'une piste cyclable desservant la zone logistique de Disitriport 1 depuis le centre-ville de Port Saint Louis du Rhône. Cette piste cyclable se décompose en deux sous-parties : <ul style="list-style-type: none">• Un tronçon allant du centre-ville jusqu'au giratoire d'accès à la zone Distriport 1 situé sur la RP535 ;• Un tronçon desservant la zone logistique Distriport 1 depuis le giratoire longeant l'avenue de Shangaï.
L'aménagement d'une piste cyclable desservant le terminal voiture Gloria et le quartier OLGA depuis le centre-ville de Port Saint Louis du Rhône en longeant majoritairement l'avenue Georges Brassens.

La mise en sécurité de l'avenue de la Mer comprenant :

- l'installation de trois dispositifs de réduction de vitesse par mise en place d'ilots centraux en bordure franchissable type i2 et bordure extérieure type GSS5 sur l'avenue de la Mer entre le carrefour du Garrouyas et le terminal Gloria ;
- l'aménagement de trois intersections de cette même avenue pour en améliorer la lisibilité :
 - Le carrefour Méditourbe ;
 - Le carrefour de Gloria ;
 - Le carrefour d'accès Tellines.

Ces aménagements s'accompagnent d'une réflexion de niveau faisabilité sur la mise à disposition de la voirie parallèle à l'avenue de la Mer en tant que voie de délestage en cas d'accident.

La reprise de la couche de roulement de la route desservant le quartier OLGA depuis le carrefour des Tellines.

ANNEXE 2 – Plan des aménagements